

PARIS, LE 25 OCTOBRE 2017

# EGYPTE: LES DROITS FONDAMENTAUX N'ONT PAS DE FRONTIÈRES

La Ligue des droits de l'Homme est particulièrement inquiète des déclarations du président Macron tenues le 24 octobre à l'occasion de la visite officielle du maréchal Al-Sissi, président de l'Egypte, semblant excuser l'inacceptable au nom de la lutte internationale contre le terrorisme.

La responsabilité directe de ce chef d'Etat apparaît pourtant sans conteste dans des exactions multiples envers la population égyptienne ciblant particulièrement toutes et tous les opposant-e-s à ce régime autoritaire, installé par la force après un coup d'Etat en 2013. De nombreuses ONG, dont EuroMed Droits et la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), dénoncent régulièrement la répression violente engagée envers les mouvements sociaux, les défenseur-e-s des droits, les journalistes, les magistrat-e-s ou la communauté LGBT (Lesbien, Gay Bi et Trans)... De nombreux cas de disparitions forcées, de tortures, de procès arbitraires et d'exécutions ont aussi été révélés.

Ces violations flagrantes des droits fondamentaux ne peuvent être tues ni tolérées au motif d'intérêts jugés stratégiques par les autorités françaises, comme les propos du Président français le laisseraient entendre. Lorsque la France apporte son soutien aux légitimes aspirations démocratiques des peuples, à l'instauration d'un Etat de droit, quand elle dénonce les violations des textes internationaux et soutient les victimes de l'oppression, elle ne donne pas de « leçons » mais promeut avec constance l'universalité des droits de l'Homme. Aucune souveraineté nationale ne saurait y déroger, sauf à en renier le sens premier.

La lutte contre le terrorisme international ne peut se penser au mépris du peuple égyptien ni avec relativisme en matière de respect des droits. Il revient au président Macron de corriger d'urgence ses ambiguïtés et réaffirmer une position traditionnelle de la France pour la justice et l'égalité en Egypte, comme partout dans le monde.

Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898

